

WEST AFRICA EARLY WARNING & EARLY RESPONSE NETWORK

# WARN

*Policy Brief* OCT 2021



# MALI

**Défis et opportunités de l'engagement multipartite pour la transition vers une gouvernance démocratique au Mali**



**WEST AFRICA NETWORK  
FOR PEACEBUILDING**  
BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Copy Right: WANEP© 2021

## Défis et opportunités de l'engagement multipartite pour la transition vers une gouvernance démocratique au Mali

### Introduction:

Au cours des deux dernières décennies, le Mali est en proie à une crise politique et à l'insécurité occasionnée par l'ingérence militaire dans la gouvernance, l'insurrection des groupes terroristes et armés qui s'étendent au-delà du pays à toute la région du Sahel. La rébellion des Touaregs (en majorité) en 2012 et le coup d'État militaire qui a suivi contre le président Amadou Toumani Touré (ATT) ont accentué les problèmes de sécurité et favorisé l'émergence des groupes armés dans la région septentrionale rétive<sup>1</sup>. Du nord, la crise et la dégradation de la situation sécuritaire ont envahi le Centre (affrontements inter et intracommunautaires avec pour conséquence la multiplication des milces dogons et peulhs) et progressivement le Sud du pays. De sorte qu'à présent, toutes les régions du Sud enregistrent des attaques des groupes radicaux et des braquages sur tous les axes routiers. D'autres groupes terroristes tels que Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) et l'État Islamique dans le Grand Sahel (EIGS) ont exploité l'insécurité ambiante pour mener des opérations dans la région, notamment contre les casques bleus, les éléments des forces de défense et de sécurité et les populations civiles, entraînant ainsi des décès et des crises humanitaires. Entre 2012 et 2020, un total de 144 casques bleus<sup>2</sup> et



Carte (ombrée en bleu) montrant les régions administratives du Mali  
Source : Google Maps

plus de 4364 décès de civils ont été recensés dans le pays<sup>3</sup>, tandis que plus de 438900 personnes sont déplacées<sup>4</sup> à l'intérieur du pays. En outre, plus de 1344 écoles ont été fermées, affectant 403 200 enfants dans la région du Nord et du Centre de Mopti<sup>5</sup>. L'insécurité accrue dans les régions touchées a engendré une insécurité sanitaire et alimentaire ayant des répercussions sur les femmes, les enfants et les personnes âgées<sup>6</sup>.

L'insécurité croissante au Mali a affaibli la présence de l'État dans plusieurs communautés, donnant lieu à des espaces non gouvernés ou difficilement gouvernables où les groupes insurgés prospèrent et étendent leurs opérations<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Amadou Toumani Touré, ancien président qui a conduit le Mali vers la démocratie, meurt à 72 ans. Disponible à l'adresse <https://www.france24.com/en/africa/20201110-mali-s-former-president-amadou-toumani-toure-c3%A9-dies-at-72> (Consulté le 11 juillet 2021)

<sup>2</sup> Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur la situation au Mali/ Nations Unies S/2021/519. Publié le 1er juin 2021.

<sup>3</sup> Banque mondiale : les combats au Mali et Aljazeera : plusieurs morts dans des attaques ethniques au centre du Mali : Officiels. Disponibles respectivement sur : <https://data.worldbank.org/indicator/VC.BTL.DETH?locations=ML>; <https://www.aljazeera.com/news/2020/5/28/many-killed-in-central-mali-ethnic-attacks-officials> (Consulté le 20 juin 2021)

<sup>4</sup> <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Mali%20Humanitarian%20Situation%20Report%20No.%202%20-%2020February%202021.pdf> (Consulté le 03/04/2021).

<sup>5</sup> Op.cit. Reliefweb.int

<sup>6</sup> Ibid

<sup>7</sup> Voir : Bulletin mensuel de WANEP NEWS, Mali. Disponible à l'adresse : <https://www.wanep.org>

## West Africa Early Warning & EARLY RESPONSE Network (WARN)

The West Africa Early Warning Network (WARN) is an integral part of the West Africa Preventive Peacebuilding Program co-ordinated by the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP). Through its WARN Program, WANEP is setting the stage for a civil society-based early warning and response network in Africa with emphasis on human security.

WARN covers the entire Economic Community of West African States (ECOWAS) region.

Since 2002, WANEP entered into an agreement with ECOWAS through the signing of a Memorandum of Understanding (MOU) in the framework of capacity building in Conflict Prevention. One of the goals of

this agreement is to interface WARN with the ECOWAS Early Warning Systems to optimize early warning conflict prevention in West Africa. In view of this development, WANEP has been operating a liaison office located at the ECOWAS Secretariat in Abuja, Nigeria since April 2003.

In recognition of the role and achievements of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) in Conflict Prevention and Peacebuilding in Africa, particularly in West Africa, the Economic and Social Council of the United Nations at its substantive session of 2006 granted WANEP Special Consultative Status to the UN. WANEP is therefore mandated to designate official representatives to the United Nations in New York, Geneva and Vienna to further its advocacy and outreach strategies for peace and human security.

Copy Right: WANEP© 2021

Cette situation a été exacerbée par la succession d'enlèvements et de meurtres/assassinats de chefs traditionnels par des groupes armés, en particulier dans les régions du Nord et du Centre, où l'agriculture et le commerce ont été perturbés et ont affecté les moyens de subsistance de la population locale. Des défis supplémentaires sont causés par les impacts négatifs socio-économiques de la pandémie de COVID-19, en particulier ses effets désastreux sur les petites entreprises appartenant à des jeunes.

Dans ce contexte marqué par une insécurité croissante, le Mali connaît un gouvernement de transition depuis 18 mois, à la suite du coup d'État militaire du 18 août 2020, orchestré par le colonel Assimi Goita, qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keita après des mois de manifestations antigouvernementales de la société civile contre la corruption et l'insécurité au Mali. Dans le cadre du processus de transition, un autre coup d'État a également eu lieu le 24 mai 2021, car les militaires accusaient le président intérimaire d'alors, Bah N'Dao de violer la charte de la transition en mettant à l'écart certains membres de l'armée dans le nouveau gouvernement. Ces deux coups d'État ont accru les tensions politiques, entraînant l'arrestation et la détention de dirigeants politiques et d'opposants. De même, les partis politiques et les groupes de la société civile ont exprimé leurs inquiétudes quant au manque d'inclusivité et de participation dans le dernier gouvernement de transition mis en place.

Compte tenu de la crise politique actuelle et de sa relation avec la sécurité humaine et la stabilité de l'État, il est impératif d'examiner les défis auxquels est confronté le processus de transition et leurs implications pour une gouvernance démocratique et inclusive au Mali. Pour ce faire, les parties prenantes et leurs réponses à la crise seront également examinées dans ce document d'analyse sociopolitique.

### Contexte sécuritaire prévalant au Mali et au Sahel:

La tendance des attaques terroristes et des groupes armés reste considérablement élevée, surtout dans

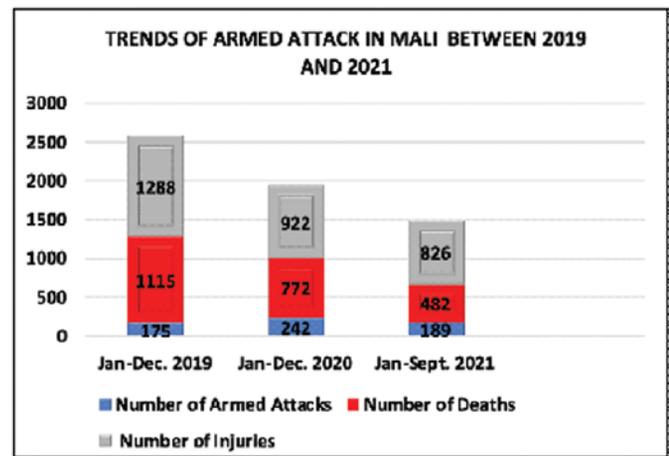


Figure 1: Nombre d'attaques, de morts et de blessés liés aux attaques armées au Mali (2019-2021) – Source (données et visualisation) : SAP-WANEP

les régions du Nord (Gao, Kidal, Ménaka), du Centre (Mopti et Ségou) et du Sud (Sikasso, Kayes, Koulikoro, Bamako) du Mali. Selon les données du Système national d'alerte précoce (NEWS) de WANEP, le pays a comptabilisé 189 attaques terroristes entre janvier et septembre 2021. De même, en 2020, le Mali a connu 242 attaques, contre 175 l'année précédente. À cet égard, les données présentent un cumul de 2369 morts et 3036 blessés enregistrés au cours de la période considérée (Figure 1 ci-dessus).

Par ailleurs, le paysage sécuritaire actuel est ponctué de tensions ethniques et de violences communautaires récurrentes. On constate que le terrorisme, la rareté des ressources naturelles et l'absence de gouvernance efficace et efficiente ont provoqué une augmentation significative de la violence intercommunautaire, en particulier dans le Centre du Mali où plus de 1000 décès civils ont été enregistrés en 2019 et 40,000 déplacés internes en 2020<sup>13</sup>.

La situation humanitaire continue de se détériorer au Mali, avec une insécurité grandissante affectant la population civile et entraînant le déplacement de 386454 personnes, dont 64 % sont des enfants et des femmes<sup>14</sup>. Au mois d'août 2021, plus de 1573 écoles étaient fermées du fait de l'insécurité, affectant 471900 enfants et 9438 enseignants,

<sup>8</sup> Ibid

<sup>9</sup> The Conversation (Article), "Inside Mali's coup within a coup". Disponible à l'adresse <https://theconversation.com/inside-malis-coup-within-a-coup-161621> (Consulté le 14/09/2021).

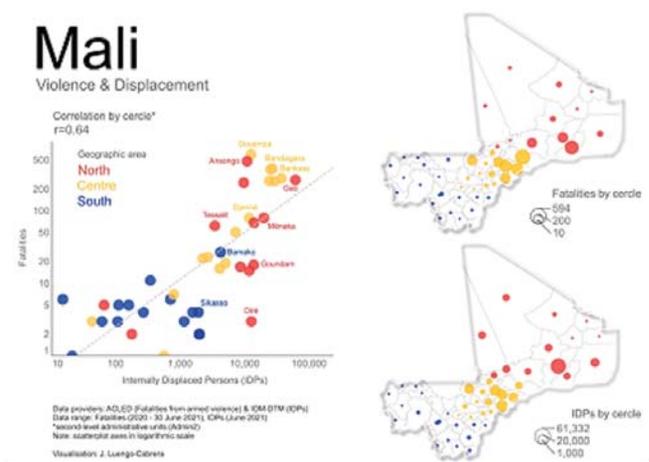
<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Voir WANEP NEWS Mali (janvier à novembre 2020) (Consulté le 03/10/2021)

<sup>12</sup> Rapport de Human Rights Watch 2020.

<sup>13</sup> Ibid

<sup>14</sup> Voir: <https://reliefweb.int/report/mali/unicef-mali-humanitarian-situation-report-no-8-august-2021> (Consulté le 27/01/2021)



**Figure 2: Présente une représentation graphique des décès dus à la violence armée (2020 – 30 juin 2021) et des déplacés internes (juin 2021) dans le nord, le centre et le sud du Mali par ACLED**

dont beaucoup se trouvent dans le Centre, le Nord et le Sud du pays<sup>15</sup>, tandis que plus de trois millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans ne sont pas scolarisés pour des raisons liées à l'insécurité, à la pauvreté des ménages, au travail et au mariage des enfants<sup>16</sup>.

L'expansion des attaques terroristes et des groupes armés du Nord et du Centre vers le Sud du pays est favorisée par la criminalité transnationale organisée, notamment les enlèvements, le trafic d'êtres humains et de drogue, la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) ainsi que la migration clandestine et le banditisme résiduel armé. Les groupes armés se servent de ces crimes pour financer et soutenir leurs opérations au Mali. En 2020, WANEP-NEWS a dénombré un total de 30 incidents d'enlèvement à travers le pays<sup>17</sup>. Entre janvier et septembre 2021, plus de 35 incidents d'enlèvement touchant plus de 50 personnes ont été signalés et de nombreuses victimes étaient des agents humanitaires, des autorités nationales et locales et des civils<sup>18</sup>. Toujours en 2020, un total de 110 vols à main armée ont été perpétrés dans le pays<sup>19</sup>. Les cibles de ces attaques sont des opérateurs d'argent mobile, des banques et d'autres boutiques à Bamako et dans d'autres villes du Mali<sup>20</sup>.

L'insécurité croissante dans la région de Liptako-Gourma, bordant le Burkina Faso, le Mali et le

Niger, a accentué les défis sécuritaires dans toute la région du Sahel. En 2020, un total de 2400 décès a été enregistré dans la région<sup>21</sup>. Les milices locales et les forces de sécurité nationales ont été accusées de tuer davantage de civils que les groupes terroristes présumés<sup>22</sup>. Cette situation continue à intensifier l'insécurité dans la région du Sahel et à saper les efforts multipartites en cours pour stabiliser la région.

En outre, le changement climatique et ses effets néfastes sur les ressources communautaires, notamment l'eau, la terre, la nourriture et la biodiversité, ont donné lieu à des conflits complexes liés à la raréfaction des ressources naturelles. La migration interne imputable au changement climatique se traduit par une concurrence accrue pour les ressources rares entre les migrants et les communautés autochtones du pays.

### Lignes de faille dans la gouvernance:

La mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation d'Alger, depuis sa signature en 2015, s'est heurtée à de nombreux défis. Au nombre de ces défis figurent la faible présence de l'État dans les communautés, le faible engagement des signataires (la Coordination des Mouvements de l'Azawad, l'Etat du Mali et la Plateforme) à appliquer l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale, l'insuffisance d'inclusivité dans les pourparlers de paix, ainsi que la gestion inadéquate des crises précédentes. De même, l'insuffisance de suivi et d'évaluation appropriés des accords de paix précédents, le changement forcé de gouvernance par des coups d'État intempestifs, entre autres, ont affecté la mise en œuvre effective de l'accord.

D'autres défis se rapportent au mécontentement de la population face au faible développement des infrastructures, à la faiblesse des institutions de gouvernance et de la prestation de services sociaux de base, aux difficultés économiques, à la corruption, au chômage et à la pauvreté croissante dans le pays. Sur une population estimée à 20 millions d'habitants en 2020<sup>23</sup>, 66,89 %<sup>24</sup> sont des jeunes de moins de 25 ans, tandis que le chômage des jeunes est plus élevé que la moyenne générale (12 % dans l'ensemble du pays et 32 % à Bamako)<sup>25</sup>.

<sup>15</sup> Les enfants du Mali, La plus grande ressource du Mali, ce sont ses enfants. Disponible à l'adresse <https://www.unicef.org/mali/en/children-mali> (Consulté le 17 juin, 2021)

<sup>16</sup> Ibid

<sup>17</sup> Bulletin mensuel de WANEP NEWS (janvier - décembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.wanep.org>

<sup>18</sup> NEWS- Rapports hebdomadaires sur les faits marquants du Mali

<sup>19</sup> Op.cit WANEP-NEWS

<sup>20</sup> Ibid

<sup>21</sup> Centre mondial pour la responsabilité de protéger ; population à risque du Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) / 31 mai 2021. Disponible à l'adresse. Available at: [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/14-07-22-impact-of-conflict-malinigeria\\_final.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/14-07-22-impact-of-conflict-malinigeria_final.pdf) (consulté le 20 juin 2021)

<sup>22</sup> Ibid

<sup>23</sup> Statistiques disponibles à l'adresse: [https://www.indexmundi.com/mali/demographics\\_profile.html](https://www.indexmundi.com/mali/demographics_profile.html)

<sup>24</sup> Monographie sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel - cas du Mali UNFPA, Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre Immeuble Wolle Ndiaye, Almadies -Dakar. Disponible à l'adresse [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en\\_monographic\\_study\\_on\\_demography\\_peace\\_and\\_security\\_in\\_the\\_sahel\\_-\\_case\\_of\\_mali\\_1.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en_monographic_study_on_demography_peace_and_security_in_the_sahel_-_case_of_mali_1.pdf) (Consulté le 17 juin, 2021)

<sup>25</sup> Disponible à l'adresse [https://www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/countries/WCMS\\_327090/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/countries/WCMS_327090/lang--en/index.htm) (Consulté le 17 juin, 2021)

En outre, 73 % de la population active (dont la majorité sont des jeunes) sont employés dans le secteur économique informel, comme la vente ambulante, les hôtels et restaurants, les services d'imprimerie, le transport et l'agriculture<sup>26</sup>. Vu le paysage socio-politique et sécuritaire délétères actuels, conjugués aux effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie malienne avec un impact significatif sur les jeunes, le taux de chômage est susceptible d'augmenter alors que le pays continue de lutter contre l'insécurité et la crise politique.

L'instabilité affecte également l'économie malienne, largement basée sur l'agriculture. Entre 2011 et 2015, le taux de pauvreté au Mali était de 47,2 % en raison de l'insécurité<sup>27</sup>. En 2019, il est passé à 42,3 % suite à certaines réalisations constatées dans la production agricole depuis 2014<sup>28</sup>. Cependant, l'impact supplémentaire de la pandémie ainsi que la recrudescence des crises sécuritaires, sociales et politiques dans le pays ont provoqué une augmentation de 5 % du taux de pauvreté<sup>29</sup>. En outre, 90 % de la pauvreté du pays est concentrée dans les zones rurales densément peuplées de la région du Sud, où les activités des terroristes et d'autres groupes armés sont en nette hausse<sup>30</sup>.

De plus, l'évolution de l'urbanisation, amplifiée par les facteurs découlant du changement climatique tels que les inondations, la sécheresse et la désertification, constituent des défis majeurs pour la sécurité humaine dans tout le pays, y compris dans les communautés rurales. Cela se traduit notamment par une augmentation des bidonvilles à forte densité démographique dans la capitale, Bamako, et dans d'autres grandes villes du Sud du Mali<sup>31</sup>. En 2018, 47,2 % de la population malienne vivait dans des bidonvilles à travers le pays<sup>32</sup>. Cette situation a également entravé les efforts visant à résoudre les problèmes de logement, les litiges fonciers qui est le 1<sup>er</sup> facteur des sollicitations des

juridictions au Mali, ainsi que les cas croissants de crimes urbains.

Un autre motif de préoccupation est la diversité des acteurs de sécurité non étatique de l'espace de sécurité par une multiplicité d'acteurs aux agendas différents, mettant à mal une approche concertée de l'insécurité. Ce phénomène a créé de la méfiance et du ressentiment auprès des citoyens, entraînant des tensions et des violences entre la population locale et les forces internationales de maintien de la paix déployées au Mali à certains égards. Ce fut le cas les 12 octobre 2019, lorsque des manifestations organisées à Sévaré ( région de Mopti) par la Plateforme Fasso Ko, censées être pacifiques, ont dégénéré en ciblant plusieurs dizaines de containers de stockage de la MINUSMA situés à l'extérieur du camp. Les manifestants ont également dérobé du matériel logistique et de construction. Le 3 janvier 2021, une autre manifestation contre les troupes de la mission de l'ONU au Mali dans le Cercle de Bandiagara, dans le Centre du pays, pour demander leur départ a motivé un communiqué du gouvernement du Mali dans lequel il condamne « fermement ces actes ».

### Défis de la transition et implications pour les élections de 2022

En mars 2021, par décret présidentiel, le Comité d'orientation stratégique sur les réformes politiques et institutionnelles (...) a été créé par le gouvernement de transition. L'objectif de ce comité est d'appuyer le Premier ministre dans les réformes politiques et institutionnelles, notamment la réorganisation territoriale, la révision constitutionnelle et les réformes électorales<sup>33</sup>. À cet égard, une feuille de route de la transition a été élaborée, comprenant l'annonce d'un calendrier électoral menant aux élections de 2022<sup>34</sup>.

<sup>26</sup> FAO, Fiche pays sur les tendances des politiques alimentaires et agricoles, juillet 2027. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/i7617e/i7617e.pdf> (Consulté le 20 juin, 2021)

<sup>27</sup> Statistiques Disponible à l'adresse <https://www.worldbank.org/en/country/mali/overview> (Consulté le 18 juin, 2021)

<sup>28</sup> Ibid

<sup>29</sup> Ibid

<sup>30</sup> Ibid

<sup>31</sup> Monographie sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel - cas du Mali UNFPA, Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre Immeuble Wolle Ndiaye, Almadies -Dakar. Disponible à l'adresse [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en\\_monographic\\_study\\_on\\_demography\\_peace\\_and\\_security\\_in\\_the\\_sahel\\_-\\_case\\_of\\_mali\\_1.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en_monographic_study_on_demography_peace_and_security_in_the_sahel_-_case_of_mali_1.pdf) (Consulté le 17 juin, 2021)

<sup>32</sup> Populations vivant dans des bidonvilles (% de la population urbaine) au Mali. Disponible à l'adresse: [https://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.SLUM.UR.ZS?end=2018&locations=ML&most\\_recent\\_value\\_desc=false&start=2018&view=map](https://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.SLUM.UR.ZS?end=2018&locations=ML&most_recent_value_desc=false&start=2018&view=map). (Consulté le 09/24/2021)

<sup>33</sup> Ibid

<sup>34</sup> Atelier Thématique CE-PNUD: Renforcement de la crédibilité et de l'acceptation des processus électoraux: Le rôle des parties prenantes électorales et des administrations électorales. Disponible à l'adresse: <https://www.ec-undp-electoralassistance.org/wp-content/uploads/2018/08/ec-undp-jtf-26-our-trainings-2014-dead-sea-day-4-2-mali.pdf> (Consulté le 14 juillet, 2021)



*Le président malien de transition, Assimi Goita (à droite) et le Premier ministre, Choguel Kokalla Maiga (à gauche) se sont engagés à organiser des élections d'ici à février 2022*  
Crédit photo : CGTN Africa

Cependant, la lenteur dans la mise en œuvre de la feuille de route constitue un défi majeur pour la réalisation en temps voulu du référendum constitutionnel prévu le 31 octobre 2021 ainsi que des plans d'action proposés pour les élections municipales, régionales et locales du 26 décembre 2021<sup>35</sup> et les élections législatives et présidentielles du 27 février 2022<sup>36</sup>.

Les acteurs de la société civile ont souligné la nécessité pour le gouvernement de transition de répondre aux doléances populaires par le biais des autorités constituées avant la tenue des élections. Cette démarche facilitera la préparation des organes de gestion électorale mandatés, à savoir le ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales, la Commission électorale nationale indépendante, la Délégation générale aux élections et la Cour constitutionnelle, à la tenue d'élections crédibles dans le pays<sup>37</sup>. Les parties prenantes politiques ont également souligné la nécessité de résoudre les problèmes qui se posent au plan de transition en mettant l'accent sur l'autonomie d'un organe indépendant de gestion électorale pour organiser les élections dans le pays<sup>38</sup>. Une autre préoccupation reste le nouveau découpage territorial

qui peine à se paufiner et qui a sans doute, des répercussions sur le calendrier électorale en matière de définition et de limitation des circonscriptions. Avec l'insécurité croissante et les tensions politiques entre les parties prenantes, la tenue des élections dans le délai imparti semble irréalisable.

La détérioration se manifeste entre l'État et les citoyens en termes de fournir des services sociaux de base et d'amélioration du bien-être des citoyens. La prise du pouvoir par les militaires a été prédite et justifiée par le mécontentement de la population face aux difficultés qu'éprouvait le gouvernement précédent à résoudre les problèmes qui se posent au pays. La récente tentative d'assassinat par un civil du Président de la transition, le Colonel Assimi Goita, lors de la prière de l'Aïd al Adha dans la Grande Mosquée de Bamako le 20 juillet 2021, montre que la gouvernance réactive reste un défi majeur pour la stabilité politique au Mali<sup>39</sup>.

Il existe d'autres préoccupations publiques concernant la structure politique et l'inclusivité du gouvernement de transition qui peuvent influencer sur l'acceptation générale et la crédibilité de la transition politique. Par exemple, parmi les 28 postes ministériels, 15 sont occupés par des membres de l'armée ou des membres de leurs familles et amis<sup>40</sup>. Ceci laisse penser que le Premier ministre civil, Choguel Maiga, pourrait avoir un espace limité pour jouer efficacement son rôle au sein du gouvernement de transition.

La pandémie de COVID-19 pourrait avoir un impact négatif sur le processus électoral, en particulier dans le contexte du faible intérêt et de la réticence des Maliens à se faire vacciner en raison de la désinformation des médias sociaux et des théories du complot sur son efficacité<sup>41</sup>. En effet, cela pourrait saper les efforts du gouvernement de la transition pour lutter contre la pandémie et entraver la mise en œuvre de la feuille de route de la transition politique.

<sup>35</sup> Ibid

<sup>36</sup> Ibid

<sup>37</sup> Ibid

<sup>38</sup> Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali/ Nations Unies S/2021/519. Publié le 1er juin

<sup>39</sup> Tentative d'assassinat d'Assimi Goita: le suspect meurt en détention. Available at: <https://www.jeuneafrique.com/1208577/politique/mali-tentative-dassassinat-dassimi-goita-le-suspect-meurt-en-detention/>. Accessed on 09/20/2021

<sup>40</sup> À la Une: un gouvernement un peu trop kaki au Mali. Available at: <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20210615-%C3%A0-la-une-un-gouvernement-un-peu-trop-kaki-au-mali> (Accessed on 23 June 2021)

<sup>41</sup> Ibid

## Réponses proposées par les acteurs à la crise malienne

Suite au coup d'État du 18 août 2020, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en vertu de son Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance, a condamné le changement anticonstitutionnel de gouvernement au Mali et l'a suspendu de ses organes décisionnels. Dans son effort visant à faciliter le dialogue et l'accord conjoint sur la transition politique du pays, la CEDEAO a nommé l'ancien président Goodluck Jonathan de la République fédérale du Nigeria à la tête de l'équipe de médiation. Malgré les sanctions imposées, la CEDEAO a exhorté les organisations internationales et les partenaires telles que l'Union africaine, les Nations unies et l'Union européenne, à poursuivre leur soutien au Mali pour la mise en œuvre réussie de la transition politique. Cependant, des préoccupations ont été exprimées quant au manque d'actions concrètes visant à préparer efficacement les élections. Dans son communiqué final sur le Mali publié le 16 septembre 2021<sup>42</sup>, la Commission de la CEDEAO a réitéré sa position sur le strict respect du calendrier de la transition. Elle a également exigé que le gouvernement de transition présente, d'ici octobre 2021, un calendrier détaillant les mesures essentielles à prendre pour la tenue des élections. La CEDEAO a également décidé de sanctionner les personnes ou les groupes dont les actions entraveraient le calendrier de la transition<sup>43</sup>.

Dans sa réponse sur le climat politique du Mali, l'Union Africaine (UA), en vertu de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ainsi que du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité, a condamné le coup d'État et suspendu le Mali des organes décisionnels de l'Union. Cette mesure n'a pas affecté la contribution technique de l'UA à la participation inclusive des femmes et des jeunes dans les processus de transition<sup>44</sup>. Le Conseil de



*UN Peacekeeping Mission renews mandate in Mali*

*Source: Google Images*

de ses efforts visant à accélérer la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation, a récemment infligé des sanctions ciblées à huit (8) personnalités au Mali pour avoir entravé le processus de paix et violé les droits humains, notamment en recrutant des enfants soldats et en attaquant le personnel des Nations unies<sup>45</sup>. Ces sanctions ciblées sont largement considérées comme essentielles pour dissuader les individus ou les membres d'organisations terroristes de s'engager ou de commettre des violations des droits humains et d'autres activités criminelles qui obstruent le processus de paix dans le pays. L'ONU a également renouvelé le mandat de sa Mission Multidimensionnelle Intégrée pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) pour une année supplémentaire, par le biais de la résolution 2531 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 29 juin 2020. Cette décision s'explique par la fragilité des contextes sécuritaires et humanitaires complexes, ainsi que par le manque de confiance et de consensus entre les parties prenantes nationales impliquées dans le conflit malien. En réponse à ce nouveau mandat, le Royaume-Uni a fourni 300 soldats (Strong Light Dragoon Task group) à la MINUSMA le 4 décembre 2020, pour soutenir le dialogue politique et contribuer aux efforts de protection des civils en cours dans le pays<sup>46</sup>.

<sup>42</sup> Communiqué final de la CEDEAO sur le Mali lors du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement à Accra, Ghana.

<sup>43</sup> Ibid

<sup>44</sup> Communiqué de la 938ème réunion du CPS sur la situation au Mali

<sup>45</sup> Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali/ Nations Unies S/2021/519. Publié le 1er juin

<sup>46</sup> L'armée britannique est arrivée au Mali : tout ce que vous devez savoir sur le déploiement. Disponible à l'adresse: <https://medium.com/voices-of-the-armed-forces/the-british-army-has-arrived-in-mali-heres-what-you-need-to-know-about-the-deployment-b639c37a647e>

Le juillet 2020, une force antiterroriste composée de forces spéciales issues de pays de l'Union Européenne (UE) a été déployée pour soutenir l'opération Barkhane des forces françaises au Mali. Cette opération a été facilitée par l'accord multilatéral entre les pays de l'UE. Ainsi, le 20 janvier 2021, la force conjointe du G5 Sahel, grâce à un financement de l'UE, a lancé la cellule d'identification, de suivi et d'analyse des victimes civiles, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) et le Centre pour les civils dans les conflits, en tant que stratégie complémentaire pour améliorer les pratiques d'atténuation des dommages causés aux civils<sup>47</sup>.

Conformément aux objectifs de sa politique étrangère pour la région du Sahel qui consiste en la lutte contre le terrorisme, la coopération militaire, l'administration territoriale, ainsi que l'aide au développement<sup>48</sup>, la France continue de jouer un rôle de premier plan dans la crise malienne. Depuis 2013, date à laquelle elle a déployé l'opération Serval, puis Barkhane et l'opération Takuba, la mission militaire dirigée par la France au Mali continue à soutenir la MINUSMA dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. En 2017, la France a contribué à la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel, composée de troupes du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad<sup>49</sup>. Le 12 juin 2020, les pays du G5 Sahel et la France ont lancé la Coalition internationale pour le Sahel afin de coordonner les réponses aux problèmes de sécurité, de politique et de développement dans la région<sup>50</sup>. Malgré ces efforts, l'intervention de la France fait l'objet de débats mitigés quant à ses impacts négatifs et positifs dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Mali. L'une des critiques sur l'intervention de la France, porte sur le succès limité des opérations de lutte contre l'insécurité en dépit de sa présence depuis 2013. Cela pourrait expliquer la récente décision du gouvernement de transition de solliciter les services des sociétés privées de sécurité dont leur nature et les modalités d'intervention restent

méconues du public, afin d'aider à sécuriser le Mali face à l'insécurité croissante aggravée par les terroristes et autres groupes armés opérant dans le pays<sup>51</sup>. La France s'est opposée à cette tentative du gouvernement de transition et a entamé une série de démarches diplomatiques pour empêcher le gouvernement de concrétiser l'accord avec les entrepreneurs russes. La France considère ce possible rapprochement aux sociétés privées de sécurité comme une menace pour ses opérations antiterroristes en cours depuis dix ans au Sahel, à un moment où elle cherche à réduire les effectifs des éléments de la force Barkhane, forts de plus de 5000 hommes, pour un remodelage avec davantage de partenaires européens<sup>52</sup>.

Les États-Unis d'Amérique (USA) sont un autre acteur clé dans la crise malienne. Depuis 2019, le département d'État et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) ont alloué 130 millions de dollars d'aide bilatérale au Mali, en plus de 89 millions de dollars d'aide humanitaire d'urgence<sup>53</sup>. À la suite du coup d'État militaire de 2020, le pays a suspendu son aide militaire au Mali dans l'attente d'une transition politique vers une gouvernance démocratique<sup>54</sup>. Malgré cette suspension, les États-Unis manifestent un vif intérêt pour le Mali, car ils travaillent avec la France pour contrer l'influence potentielle de la Russie dans le pays et au Sahel<sup>55</sup>.

### Scénarios :

- **Cas de figure favorable**

Avec le soutien de la communauté internationale, notamment l'ONU, l'UA, la CEDEAO et l'UE, ainsi que d'autres partenaires de développement comme la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Russie, un consensus est atteint entre les parties prenantes nationales sur la date des élections. Les infrastructures et services sociaux de base sont restaurés dans le Centre et le Nord du Mali. L'augmentation des opérations conjointes plurinationales devient un succès dans la lutte contre les groupes terroristes, la sécurité

<sup>47</sup> Sahel central, Burkina Faso-Populations à risque, 31 mai 2021. Disponible à l'adresse <https://www.global2p.org/countries/burkina-faso/> (Consulté le juillet 9, 2021)

<sup>48</sup> L'action de la France au Sahel. Disponible à l'adresse <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/crises-et-conflits/l-action-de-la-france-au-sahel/>. (Consulté le 09/21/2021)

<sup>49</sup> Sahel central, Burkina Faso-Populations à risque, 31 mai 2021. Disponible à l'adresse <https://www.global2p.org/countries/burkina-faso/> (Consulté le juillet 9, 2021)

<sup>50</sup> Ibid

<sup>51</sup> Aljazeera : Les partisans du coup d'État militaire au Mali demandent le soutien militaire de la Russie. Disponible à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=xCZtKm6tGw> (Consulté le 22 juin 2021).

<sup>52</sup> Irish J., & Lewis D. (2021). Un accord exclusif permettant l'entrée de mercenaires russes au Mali est proche. Reuters.com

<sup>53</sup> Service de recherche du Congrès, Éclairer le débat législatif depuis 1914, En point de mire Crise au Mali, 21 octobre 2020. Disponible à l'adresse: <https://crsreports.congress.gov> (Consulté le 17 juin 2021)

<sup>54</sup> Ibid

<sup>55</sup> opcit

et la stabilité renforcées dans le Centre et le Nord du Mali. Une nouvelle feuille de route détaillée est élaborée et mise en œuvre pour répondre aux crises humanitaires, des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et des réfugiés maliens dans les pays voisins rapatriés. Les partis politiques en lice s'accordent sur la structure, la composition et le fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante. La Commission achève avec succès le processus d'inscription des électeurs et la distribution des cartes d'électeurs. Les bureaux de vote à travers le pays sont bien délimités, le matériel électoral est distribué dans les circonscriptions sur toute l'étendue du territoire. Des campagnes politiques sont annoncées pour permettre aux partis politiques de solliciter des nouvelles adhésions, ce qui conduit à des élections pacifiques et crédibles. Le vainqueur de l'élection est annoncé et prête serment en présence des chefs d'État des États membres de la CEDEAO et des missions diplomatiques internationales. **(Souhaitable mais très peu probable)**

- **Cas de figure réaliste**

La CEDEAO, l'UA, l'UE et l'ONU renégocient leurs coopérations multi et bilatérales avec le gouvernement de transition, ce qui permet de soutenir le gouvernement malien dans la résolution des crises institutionnelles qui compromettent les élections démocratiques prévues et le retour à la démocratie. La CEDEAO accepte un réajustement du calendrier électoral et de la feuille de route, tout en maintenant les sanctions économiques sur le Mali. Suite à la mise en œuvre du calendrier électoral et la feuille de route révisés, les élections sont organisées et la gouvernance démocratique est restaurée dans le pays. **(Souhaitable)**

- **Cas de figure défavorable**

Compte tenu de la durée limitée de la transition menant aux élections, les réformes nécessaires ne sont pas mises en œuvre, tandis que le gouvernement de transition insiste sur l'extension du calendrier de la transition. La CEDEAO, l'UA et l'ONU réimposent des sanctions plus strictes aux membres du gouvernement de transition. En conséquence, la situation socio-économique du pays devient critique avec un impact négatif sur la population qui à son tour, multiplie des manifestations contre les forces françaises et la MINUSMA au Mali. Les services militaires russes sont engagés avec un impact limité dans la lutte contre l'insurrection. La fréquence des attaques dans les régions du Centre

et du Nord a augmenté avec plus de cas de victimes et des situations humanitaires inquiétantes. La France retire un nombre important de ses troupes du Mali et l'aide et le soutien de l'UE sont affectés par les sanctions. Des contre-manifestations sont organisées par les partis politiques et les acteurs de la société civile, notamment pour demander l'organisation immédiate d'élections et le retour du pays à l'ordre constitutionnel. Dans cette situation de désordre, la junte militaire au pouvoir décide d'arrêter et incarcérer les manifestants suivi d'autres formes de violations des droits humains. **(Probable)**

**Recommandations:**

**Gouvernement de transition du Mali et autres parties prenantes nationales:**

- Le gouvernement de transition devrait créer un espace pour la participation inclusive des principales parties prenantes, y compris les partis politiques, les organisations confessionnelles, les autorités traditionnelles, les OSC, les groupes de femmes et de jeunes et d'autres acteurs pertinents afin de générer un dialogue et un consensus autour du processus menant à la transition démocratique dans le pays;

- En raison de la multiplicité des acteurs impliqués dans la crise au Mali, le gouvernement de la transition devrait mettre en place un mécanisme cohérent pour mieux faciliter la coordination entre les acteurs (donateurs, ONG nationales et internationales, autorités locales, communautés et organisations de femmes et de jeunes) afin de développer ou de renforcer les synergies entre leurs différentes initiatives, dans le but de contribuer de manière globale au processus de transition démocratique dans le pays.

**ONU, UA et CEDEAO:**

- L'ONU, l'UA et la CEDEAO devraient renforcer leur diplomatie discrète avec le gouvernement de transition afin d'assurer l'adhésion globale au processus de transition par le gouvernement militaire pour des élections crédibles et pacifiques dans le pays.

- L'opération de soutien à la paix déployée au Mali devrait intensifier et renforcer les réponses à la protection des civils et à l'autonomisation économique dans leurs stratégies d'intervention afin d'atténuer l'impact des attaques terroristes sur la population, en particulier les femmes, les enfants

et les personnes âgées vivant dans les communautés rurales des régions affectées du Mali.

- L'opération de soutien à la paix devrait également renforcer la mission de soutien à la police afin de contribuer aux efforts en cours visant à lutter contre les attaques de vols à main armée dans les principales villes du Mali.

#### **Groupes de la société civile:**

- Les OSC devraient renforcer leur collaboration et engagement avec le gouvernement de transition par le biais du plaidoyer et de la fourniture d'un soutien à la gestion des élections aux institutions de l'État, afin de favoriser la transition démocratique au Mali.

- Les OSC devraient faciliter l'engagement des groupes de jeunes et de femmes dans l'éducation à la paix et le dialogue communautaire afin de renforcer la cohésion sociale dans le pays pendant et après la transition vers une gouvernance démocratique.

#### **Conclusion:**

Le Mali est à un tournant décisif dans la restauration de la gouvernance démocratique et dans la lutte contre la détérioration de la situation sécuritaire due au terrorisme, au crime organisé transnational, à la violence intercommunautaire et aux impacts négatifs des changements climatiques. Les récents

coups d'Etat militaires ont des implications sur la stabilité démocratique, la paix et la sécurité dans le pays. En outre, compte tenu de la volatilité de la situation sécuritaire et des défis auxquels est confronté le gouvernement de transition au Mali, des inquiétudes se font vivre quant à sa capacité à respecter les délais du processus menant vers une transition paisible et une gouvernance démocratique et inclusive en février 2022. En dépit de ces défis, la crise au Mali permet aux parties prenantes nationales, régionales et internationales de renforcer leur collaboration et engagement avec le gouvernement de transition afin d'améliorer sa capacité à assurer une transition paisible pour restaurer la gouvernance démocratique dans le pays. Ainsi, il apparaît urgent pour les différentes parties prenantes d'intensifier leur engagement et de fournir un soutien adéquat au gouvernement de transition en vue de restaurer la gouvernance démocratique et inclusive, ainsi que lutter contre l'insécurité, de manière à garantir la stabilité et la cohésion sociale au Mali.



# MALI

Défis et opportunités de l'engagement multipartite pour la transition  
vers une gouvernance démocratique au Mali

**WEST AFRICA NETWORK FOR PEACE (WANEP)**

Trinity Avenue, off Mile 7 Road, Achimota Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Tel: +233 302 411638 | 0302 406340,

+233 5403 79186 | 0302 408 224 | 055 3147 910

Email: [wanep@wanep.org](mailto:wanep@wanep.org) | Website: [www.wanep.org](http://www.wanep.org)